

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

20 juin 2013

CONSOMMATION - (N° 1156)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

**AMENDEMENT**

N° 968

présenté par

Mme Dubié, M. Braillard, M. Carpentier, M. Charasse, M. Falorni, M. Giacobbi, Mme Girardin, M. Giraud, M. Krabal, M. Moignard, Mme Orliac, M. Robert, M. Saint-André, M. Schwartzberg et M. Tourret

-----

**ARTICLE PREMIER**

À l'alinéa 21, supprimer les mots :

« appartenant à une profession judiciaire réglementée dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement tend à clarifier la possibilité de faire assurer par un mandataire judiciaire la liquidation des préjudices en lieu et place du professionnel ou de l'association, et non simplement en soutien de l'association. Cela présenterait deux avantages : éviter une monopolisation des services de l'association et renforcer l'impartialité de ce mandataire, plus particulièrement vis-à-vis du professionnel, puisqu'il interviendrait directement sur désignation du magistrat et non pas d'une quelconque des parties.

Il faut également prévoir que l'association puisse être chargée de la liquidation des préjudices seulement si elle en est d'accord. Dans le cas contraire, le dispositif risque de paralyser les associations de consommateurs en leur faisant porter le poids de l'indemnisation des victimes, procédure longue et coûteuse.

Par ailleurs, cet amendement vise à supprimer l'obligation de ne faire appel qu'à des professions judiciaires réglementées. En effet, il est probable que les associations de consommateurs requérantes pourront recourir, par exemple, à des prestataires spécialisées dans le traitement d'un afflux important de courriers, d'appels ou de mails. De telles missions, qui relèvent du secrétariat, ne pourraient être confiées seules à une profession judiciaire réglementée alors même que l'association aura besoin de faire appel à des prestataires externes spécialisés dans la gestion de

demandes clients pour la réception des demandes d'indemnisation par exemple, la gestion des modalités d'indemnisation restant sous le seul contrôle de l'association.